



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

**Arrêté du 20 novembre 2025  
portant mise en demeure au SIVOM Mulhouse Sud Alsace de respecter les  
dispositions applicables à ses installations sises à Sausheim**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, livre I, titre VII et notamment, son article L. 171-8-I,

VU l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté préfectoral n°2005-132-5 du 12 mai 2005 (arrêté codificatif et prescriptions complémentaires) pour l'exploitant d'une usine d'incinération de déchets non dangereux et déchets d'activités de soins à risques infectieux à SAUSHEIM, par le SIVOM de l'agglomération mulhousienne,

VU la visite d'inspection du 25 septembre 2025,

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées à la suite de cette visite,

Considérant que l'article 9.3.1 du 12 mai 2005 prescrit les valeurs limites d'émissions des rejets de l'établissement, qu'il a été complété par l'annexe 8 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 qui a abaissé certaines valeurs limites d'émissions notamment celle du paramètre Plomb (60µg/l),

Considérant que la visite d'inspection du 25 septembre 2025 a constaté, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2024 au 31 août 2025, des dépassements répétés en volumes, pH, MES et en Plomb, que cela constitue une non-conformité,

Considérant que l'article 27 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 rend applicable à l'installation l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui indique que *« S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation. »*,

Considérant que la visite d'inspection du 25 septembre 2025 susvisée a constaté l'absence de contrôle de recalage pour les paramètres de l'autosurveillance à fréquence journalière (DCO, MES) ou en continu (débit, pH, température, COT), que cela constitue une non-conformité,

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code précité : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent Code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »*,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : le SIVOM Mulhouse Sud Alsace est désigné par l'« exploitant » dans le présent arrêté. Son siège social est situé 25 avenue du Président Kennedy à Mulhouse (68808). Il est mis en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions citées aux articles suivants, dans les délais indiqués, pour l'exploitation de l'usine de valorisation énergétique située 1, route de Chalampé à Sausheim (68390).

Article 2 : **dans un délai de trois mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3.1 du 12 mai 2005 et de l'annexe 8 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.

### « Article 9.3.1

	<i>Valeurs limites exprimées en moyenne sur 24 h consécutives pour des échantillons non filtrés</i>	
<i>Substances polluantes</i>	<i>Concentration massiques (en mg/l)</i>	<i>Flux (en kg/j)</i>
<i>pH</i>	<i>compris entre 5,5 et 8,5</i>	
<i>Débit</i>	<i>250 m³/j</i>	
<i>MEST (1)</i>	<i>30</i>	<i>7.5</i>

[...]»

### Annexe 8

«

<i>Paramètre</i>	<i>Code SANDRE</i>	<i>Procédé</i>	<i>Unité</i>	<i>Valeur limite (1)</i>	
<i>[...]</i>					
<i>Métaux et métalloïdes</i>	<i>Pb</i>	<i>1382</i>	<i>Épuration des fumées</i>	<i>mg/l</i>	<i>0,06</i>

[...]»

**Article 3 : dans un délai de trois mois**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé. Celles-ci sont les suivantes :

« **III.** [...] *S'il existe au moins une mesure annuelle, l'exploitant fait procéder au moins une fois tous les deux ans à un contrôle de recalage de ses émissions dans l'eau pour toutes les mesures effectuées à une fréquence annuelle ou supérieure. Ce contrôle porte sur la réalisation comparative des prélèvements et analyses prévus dans le programme de surveillance selon le même protocole d'échantillonnage, d'une part par l'exploitant, d'autre part par un laboratoire d'analyse externe. Ce laboratoire est agréé pour les prélèvements et l'analyse ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le prélèvement ou pour le paramètre analysé, est accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.*

*L'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.*

*L'exploitant met en place des mesures correctives pour remédier à tout écart constaté entre ses résultats d'analyse et ceux du laboratoire agréé. Les mesures mises en place le cas échéant sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. ».*

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code précité.

Article 5 : la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est notifiée au SIVOM Mulhouse Sud Alsace.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD